

Brochure n° 3327

Convention collective nationale

IDCC : 2507. – **PERSONNELS DES STRUCTURES
ASSOCIATIVES CYNÉGÉTIQUES**

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AU RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE
NOR : *ASET0750173M*
IDCC : *2507*

Entre :

Le syndicat national des chasseurs de France, dit ci-après le « SNCF »,

D'une part, et

Le SNPFDC FGTA-FO ;

L'UPTEC-UNSA ;

La FGA-CFDT,

D'autre part,

il a été décidé et convenu ce qui suit, en application des articles L. 911-1 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale et de l'article 83-2 du CGI.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les salariés relevant de la convention collective nationale des personnels des structures associatives cynégétiques sont affiliés, sans condition d'ancienneté, à un contrat collectif obligatoire de retraite supplémentaire.

Au sens du présent accord, les fédérations régionales, départementales et interdépartementales des chasseurs sont désignées par les termes : « les ou (des) fédérations ».

La fédération nationale des chasseurs de France, la fondation nationale pour la protection des habitats et le syndicat national des chasseurs de France sont désignés par les termes : « les organismes nationaux ».

Article 2

Dispositions applicables à l'ensemble des salariés

Les salariés sont affiliés, sans condition d'ancienneté, obligatoirement, à un régime de retraite supplémentaire à cotisations définies sur la base d'un taux de 2 %, appliqué sur la totalité du salaire. Cette cotisation est répartie à raison de 90 % à la charge de l'employeur et de 10 % à la charge du salarié.

Cet accord ne concerne que la cotisation retraite supplémentaire de 2 % versée jusqu'à présent aux AGF pour l'ensemble des salariés. Les cotisations de retraite supplémentaire versées à la CPCEA pour les personnels cadres de 2003 ne sont pas concernées pour l'année 2007. Elle fera l'objet d'une nouvelle négociation entre les partenaires sociaux.

Article 3

Réversion

En application de l'article L. 912-4 du code de la sécurité sociale, les règles applicables à la réversion sont les suivantes :

Lors de la liquidation de ses droits, le bénéficiaire aura le choix entre une rente non réversible et une rente réversible au profit de son conjoint.

En cas de réversion, le montant de la rente sera réduit en fonction du taux de réversibilité choisi et de l'âge du bénéficiaire désigné.

Les ex-conjoints séparés de corps ou divorcés non remariés, quelle que soit la cause de la séparation de corps ou du divorce, bénéficieront obligatoirement d'une fraction de la pension de réversion. En cas d'attribution d'une pension au conjoint survivant et au(x) conjoint(s) séparé(s) de corps ou divorcé(s), les droits de chacun d'entre eux seront répartis au prorata de la durée respective de chaque mariage, par rapport à la durée totale des mariages.

Article 4

Choix de l'organisme assureur et gestion du régime

Le choix de l'organisme assureur, ainsi que des garanties, résulte d'une décision de la commission paritaire nationale permanente qui pilote le régime à raison de 1 réunion au minimum par an.

L'organisme assureur désigné est BNP Paribas. Le personnel est garanti dans le cadre d'un contrat collectif obligatoire souscrit par le SNCF, en application du présent accord collectif et géré par l'intermédiaire de la société Mercer.

Article 5

Révision du choix de l'organisme assureur

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, la commission paritaire nationale permanente devra, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans, à compter de la date d'effet du régime ci-dessus, réexaminer le choix de l'organisme assureur et de l'intermédiaire. A cet effet, elle se réunira 6 mois avant l'échéance, à l'initiative de la partie la

plus diligente. Ces dispositions n'interdisent pas, avant cette date, la modification, la résiliation ou le non-renouvellement, par accord paritaire, du contrat de garanties collectives. Un nouvel accord matérialisera le changement d'organisme assureur et la souscription du nouveau contrat.

Article 6

Information des salariés

Une note d'information résumant les principales dispositions du contrat sera remise, conformément à la loi, à chacun des salariés bénéficiaires des garanties. Il en ira de même en cas de modification des garanties ou du contrat.

Les salariés recevront chaque année un relevé de leurs avoirs, dans le cadre du contrat de retraite supplémentaire.

Article 7

Durée, dépôt, publicité

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être modifié ou dénoncé selon les modalités prévues aux articles L. 132-7 et L. 132-8 du code du travail.

Il sera déposé conformément à la loi.

Il sera porté à la connaissance des salariés par voie d'affichage.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 19 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)